



Intervention Attac campus Lyon
10 mars 2015

Dette et Austérité, La grande illusion...

De la France à la Grèce

Guillaume Pastureau

Economiste

Attac Campus Bordeaux

pastureau.guillaume@gmail.com

<https://sites.google.com/site/pastureauguillaume>



- **Le marché ou les marchés ?**
- **Echanges marchands et non marchands ?**
 - Sphère marchande = échange par validation (vente) par le marché [ex : concessionnaire automobile]
 - Sphère non marchande = échange et service par validation sociale [ex : éducation publique, nationale et université]
- **Sphère monétaire et non monétaire ?**
 - Sphère marchande = échange marchand/vente = intermédiaire et outil monétaire [ex : achat d'une voiture]
 - Sphère non marchande = service = étalon monétaire [ex : rémunérations des professeurs, financement par l'impôt, mon intervention comme universitaire]
 - Sphère non marchande = don (échange) = exclusion de la monnaie [ex: faire une conférence pour ATTAC]
- **Et la richesse ?**
 - Tout ce qui vaut n'est pas argent !



- **La monnaie est un fait social total : une institution sociale**
 - La monnaie = des fonctions économiques mais aussi sociale
 - Refuser une définition fonctionnaliste de la monnaie
- **Monnaie-signe versus monnaie-marchandise**
 - La question monétaire est au cœur de l'économie politique en considérant la monnaie comme une question essentiellement politique, un arbitrage entre pouvoir, société et droit **[monnaie comme fait social]**
 - Les tenants de la monnaie-marchandise cherchent à l'ancrer dans l'économie sur une valeur indiscutable, elle devient une marchandise comme les autres **[accumulation et marchandisation]**
- **Monnaie = dette = lien social**
 - Pacification des relations sociales
 - Quel point commun entre l'achat d'une marchandise, l'éducation nationale et la protection sociale ? La monnaie est l'intermédiaire d'une dette : économique (achat), éducative (impôts) et sociale (cotisations)
 - Anthropologie et histoire de la monnaie : la monnaie lien



- La dette traverse toutes les sociétés...
- La dette de vie, la dette symbolique, la dette de sang et la dette monétaire.
- Endettement et réseaux sociaux dans la société précapitaliste européenne
- Dette en économie monétaire



- **La dette est-elle un problème ? Le mythe des petits-enfants spoliés...**
 - La dette de vie et dette sociale : la circulation des dettes pour faire la société
 - Transfert de richesses entre les générations, ne doit-on pas remercier nos grands parents ?
 - Quel projet de société ?
- **Comment mesurer le niveau d'endettement ? Le mythe du bon père de famille**
 - On ne mélange pas les torchons et les serviettes ! Un flux ne se mélange pas avec un stock : le ratio Dette/PIB est conceptuellement infondé
 - Quand Le banquier semble plus malin que le chroniqueur...



Origine de la dette

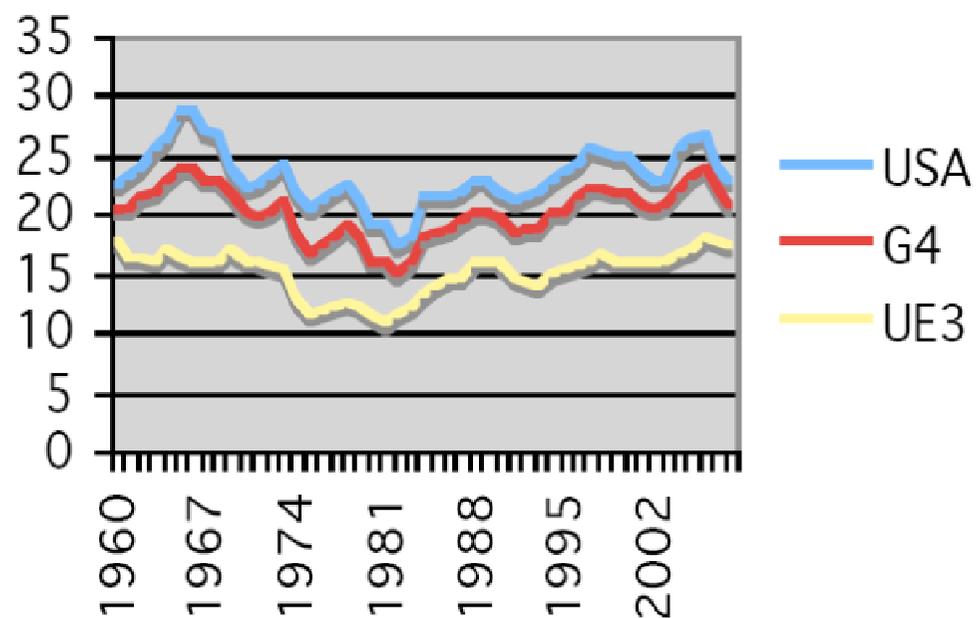
- « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. » « En 10 ans, 400 Mds de recettes fiscales perdues. » **Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010.**
- « Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. » **Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l'AN, juin 2010.**
- « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. » **Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011.**



attac
CAMPUS

Le taux de profit 1960-2008 (%)

USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)

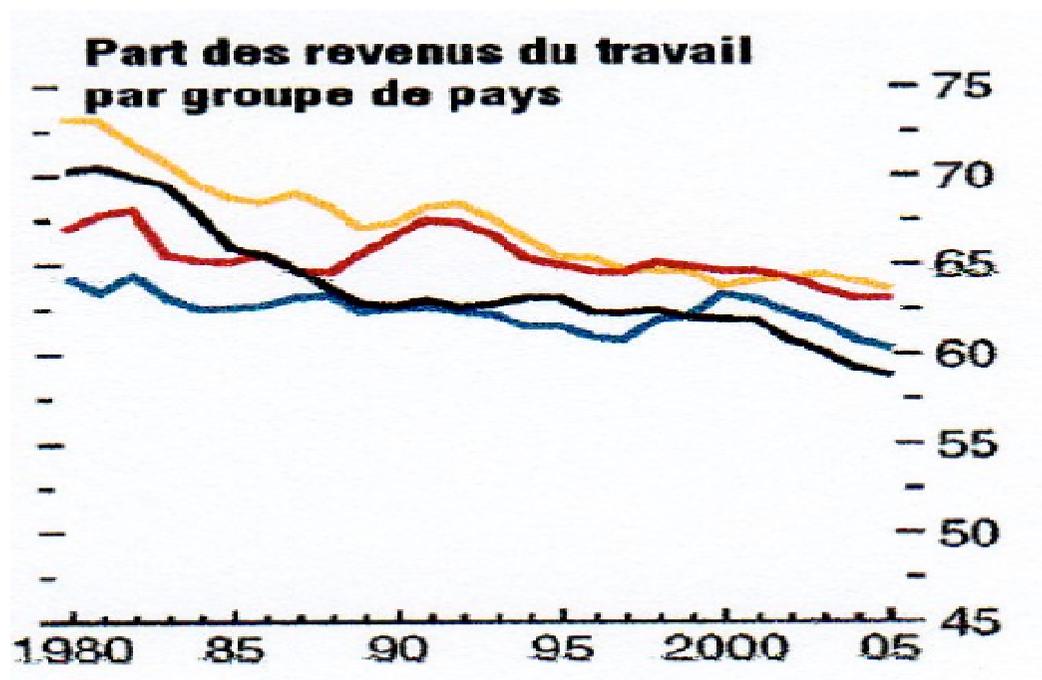




La rémunération du travail en souffrance

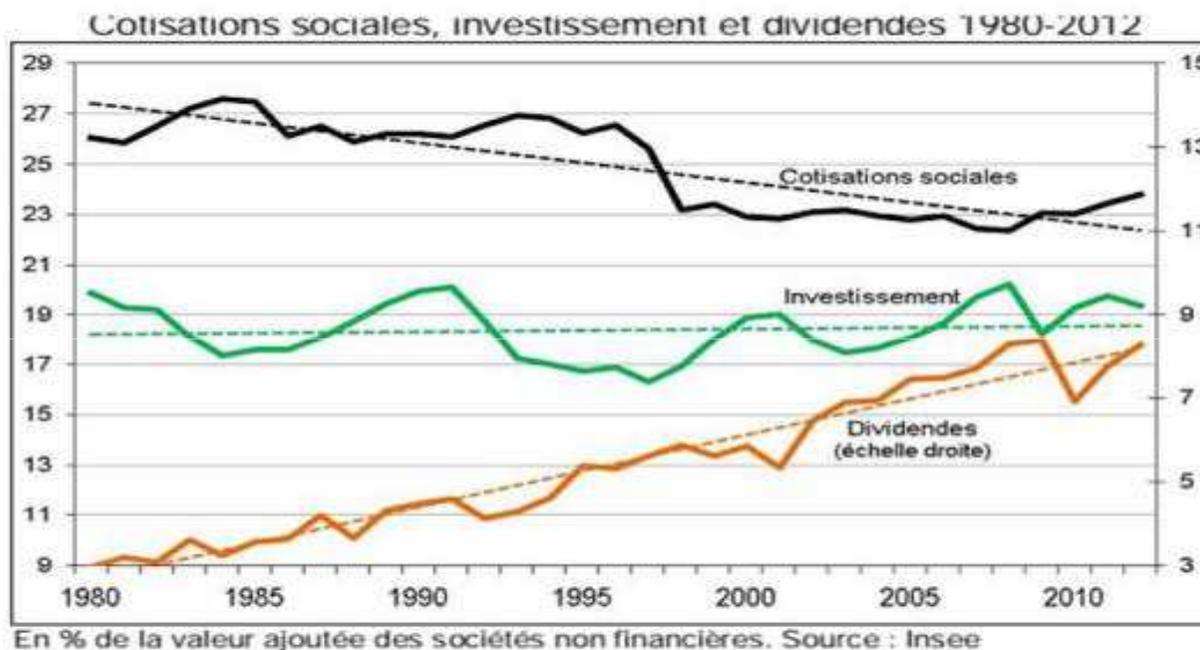
Source : FMI, Rapport 2007

Europe Japon Etats-Unis Autres pays anglo-saxons (en % du PIB)



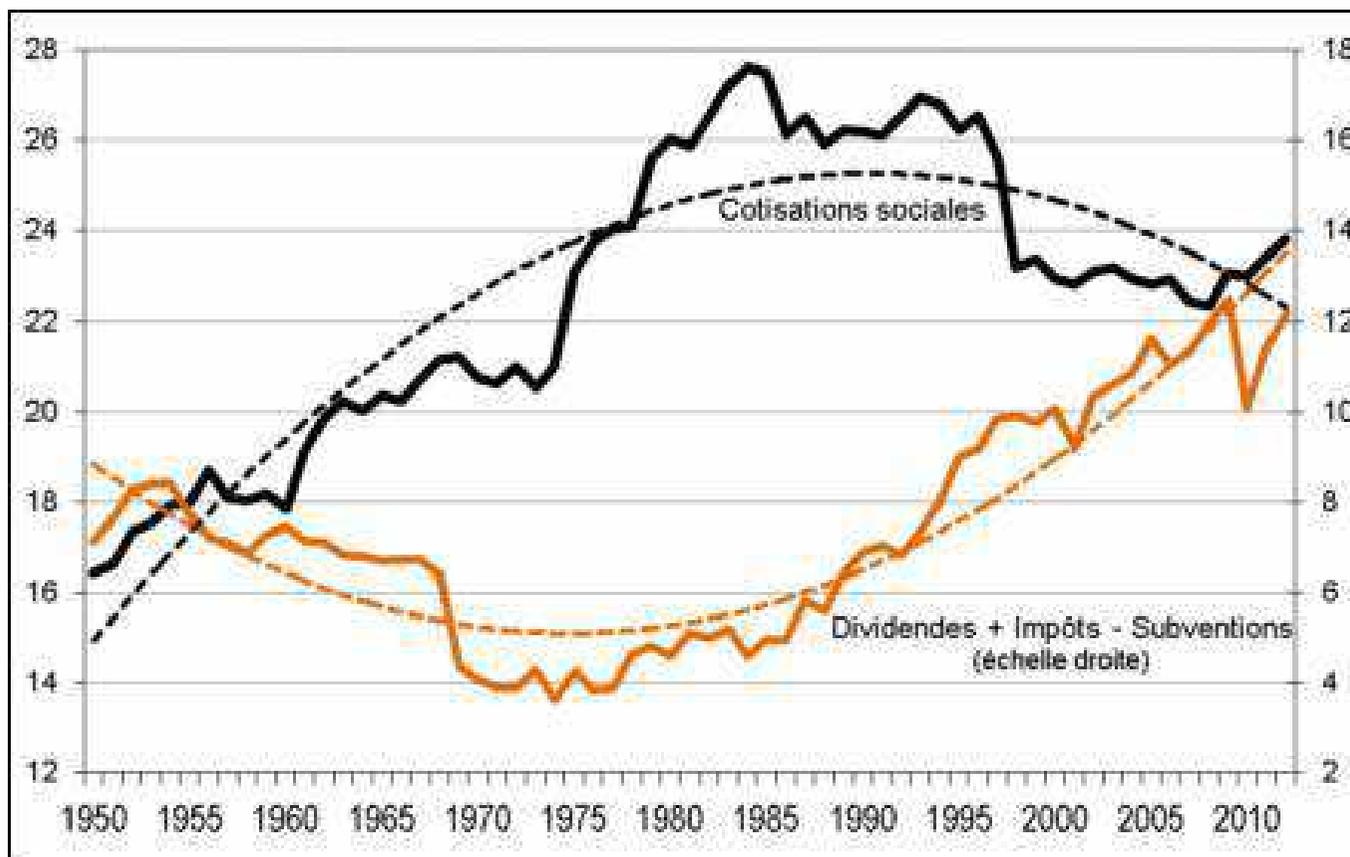


Dividendes contre cotisations sociales





La lutte des classes ?

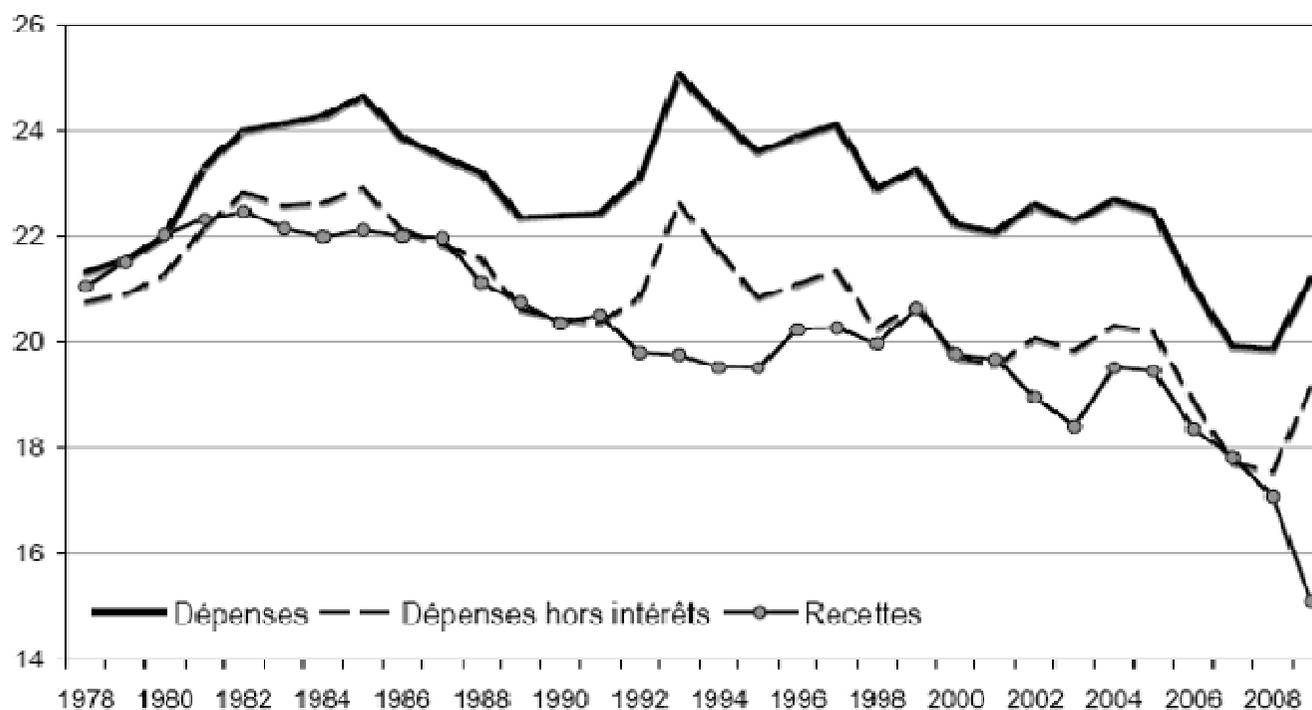




Contre-révolution fiscale et endettement

Évolution des dépenses (totales et hors intérêts) et recettes de l'État, en % du PIB

Source : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>.





La pression fiscale vraiment ?

Taux d'imposition marginal sur les revenus

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %



Taux d'imposition sur les sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	de 25,5 à 29,6 %
Royaume-Uni	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %



- L'Offre crée sa propre demande : effet d'éviction, principe d'équivalence ricardienne par Barro, le marché auto-régulateur ;
- La demande est moteur : multiplicateurs d'investissement, les marchés ne sont pas efficients



- « La Grèce devra payer sa dette » (Sapin)
- « une ardoise de 735 euros par français » (Le Figaro)
- « La Grèce c'est une administration pléthorique » (Claudia Senik, PSE)
- « La Grèce doit cesser d'être un puits sans fond » (Schäuble)
- « La détestée Troïka a fait du bon boulot » (Alexis de Tarlé, JDD)
- « Syriza ou pas, Il n'y a pas d'alternatives » (Schäuble)



Les Grecs n'ont pas été sérieux, ils doivent payer

- Selon l'OCDE, les fonctionnaires représentaient en Grèce 7% de l'emploi total en 2001, et 8% en 2011, contre 11% en Allemagne et 23% en France (incluant la sécurité sociale).
- Les dépenses publiques de la Grèce représentaient en 2011, 42% du PIB contre 45% (Allemagne) et 52% (France). Elles sont restées globalement constantes en % du PIB, de 1990 jusqu'à 2007.
- La dette publique grecque était de 103 % du PIB en 2007 : comme en France, ce sont les taux d'intérêt excessifs et les cadeaux fiscaux qui ont gonflé la dette
- Les taux d'intérêt exigés par les prêteurs entre 1990 et 2000 ont été en moyenne de 7,5 %, pour une croissance du PIB de 2,5 %.
- Or entre 2004 et 2008, les recettes fiscales sont retombées à 38% du PIB. Si elles avaient gardé leur niveau de 2000, la dette publique grecque aurait représenté 86 % du PIB au lieu de 103 %.
- Autrement dit on peut considérer que la moitié de la dette grecque était illégitime : elle a découlé d'une ponction opérée par les créanciers, nationaux ou étrangers, et d'une baisse des impôts au bénéfice principal des plus riches. L'explosion de la dette depuis 2007, quant à elle, est entièrement due à la récession infligée par la Troïka, et donc est encore plus illégitime.



Les grecs ont été aidés, ils doivent nous remercier !

- De 2010 à 2013, la Grèce a reçu 207 milliards d'euros en prêts ;

MAIS

- D'après une étude d'Attac Autriche :
 - 77 % de ces prêts ont servi à recapitaliser les banques privées grecques (58 Mds €)
 - ou ont été versés directement aux créanciers de l'État grec (101 Mds €), pour l'essentiel des banques européennes et américaines.
 - Pour 5 euros empruntés, 1 seul est allé dans les caisses de l'État grec !
- Le mensuel Alternatives économiques (février 2015) complète l'analyse :
 - de 2010 à fin 2014, 52,8 Mds € de ces prêts ont servi à payer les intérêts des créanciers. Seuls 14,7 Mds € ont servi à financer des dépenses publiques en Grèce.
 - De plus, l'État grec doit payer les intérêts sur l'intégralité de ces plans d'aide. Il est endetté encore pour 40 ans, jusqu'en 2054 ; 30 Mds € sont à verser en 2015.



L'austérité c'est pas la mort et ça marche

- En 2014, le PIB de la Grèce est inférieur de 25,8 % à son niveau de 2007.
- L'investissement a chuté de 67%
- Le taux de chômage est de 26% alors même que nombre de jeunes et de moins jeunes ont dû quitter leur pays pour trouver un emploi.
- 46% des Grecs sont au-dessous du seuil de pauvreté,
- La mortalité infantile a augmenté de 43%.
- La Troïka a imposé une réduction de 40% du budget de la santé en Grèce : « *plus d'un quart de la population ne bénéficie plus de couverture sociale, les hôpitaux publics sont débordés et exsangues. La rigueur budgétaire a désorganisé le système de santé publique et entraîné une crise humanitaire* » ; Selon Nathalie Simonnot, de Médecins du Monde, « *un forfait de cinq euros à la charge des patients a ainsi été instauré pour chaque consultation à l'hôpital (...) Les médecins demandent aux patients d'acheter eux-mêmes pansements, seringues et gazes parce que certains hôpitaux sont en rupture de stock* ».
- **Et la dette a continué d'augmenter !** Pour la zone euro, elle est passée de 65% à 94% du PIB entre 2008 et 2014. En réduisant les impôts des hauts revenus et des sociétés, les États ont creusé les déficits, puis ont emprunté aux riches pour financer ces fameux déficits. Moins d'impôts payés d'un côté, plus d'intérêts perçus de l'autre, c'est le bingo pour les plus riches !



Quand on doit on rembourser

- Sauf rares exceptions, un État ne rembourse pas sa dette : il ré-emprunte pour faire face aux échéances. Au budget de l'État figurent les intérêts de la dette, jamais la somme empruntée (le principal). Contrairement à un particulier, l'État n'est pas mortel, il peut s'endetter sans fin pour payer ses dettes. C'est la différence avec l'emprunt d'une mère de famille qui, elle, est obligée de rembourser sa dette.
- Mais quand les marchés financiers ne veulent plus prêter à un État, ou exigent des taux d'intérêt exorbitants, les choses se gâtent. C'est pourquoi en 2011, quand les banques ont pris peur devant les difficultés de la Grèce, la BCE et les États européens ont du lui prêter.
- Or, de nombreuses expériences historiques de pays surendettés (Allemagne 1953, Pologne 1991, Irak 2003, Équateur 2008, Islande 2011, Irlande 2013...) ont pourtant abouti à la même conclusion : quand la dette est trop lourde (190% du PIB pour la Grèce !), il faut l'annuler et/ou la restructurer pour permettre un nouveau départ.



Ce sont les français qui vont payer

- La France est engagée à la hauteur de 40 milliards € par rapport à la Grèce, ces prêts sont déjà comptabilisés dans la dette publique française. Leur annulation n'augmenterait donc pas la dette.
- La seule chose que perdraient les contribuables français, ce sont les intérêts versés par la Grèce, soit 15 € par Français et par an.
- La BCE pourrait résoudre facilement le problème de la dette grecque. Elle pourrait rayer d'un trait de plume les 28 milliards qu'elle détient. Elle pourrait racheter aux institutions publiques (États, FESF) les titres grecs qu'ils détiennent, et les annuler également. Ou bien les transformer – comme le demande la Grèce – en obligations perpétuelles, avec un taux d'intérêt fixe et faible, et pas de remboursement du capital. De toute façon une banque centrale ne court aucun risque financier puisqu'elle peut se refinancer elle-même par création monétaire.



Il n'y a pas d'alternatives

- Trois pistes doivent permettre la réappropriation par le peuple grec de son avenir :
- L'économie réelle pour préparer l'avenir contre les logiques financières de court terme avec un plan de relance ambitieux de reconquête de l'emploi et de développement économique et social qui redessinerait le système productif vers la transition écologique. Le financement de l'activité doit donc être réapproprié
- La priorité à la cohésion sociale et économique contre la compétitivité et la flexibilité : l'Etat doit donc conserver son rôle de régulateur et d'accompagnement pour maintenir la cohésion et prendre en compte les besoins socio-économiques du pays. Le partage du travail permettrait la création d'emplois et soutiendrait la demande qui a un effet d'entraînement. Ces réformes passeraient par une autre répartition des richesses.
- La refonte de la démocratie et la réforme de l'Etat au service des citoyens et de la justice sociale. La souveraineté de l'Etat passe par une fiscalité juste et redistributive, la lutte contre la corruption et la fraude fiscale. Ces réformes permettront de redonner des marges de manœuvre budgétaire pour financer le plan de relance, mais aussi pour lutter contre les inégalités et la pauvreté. Les privilèges détenus par l'oligarchie doivent donc être abolis.



Quelles leçons ?

- La dette fonde la société ;
- La monnaie est un bien collectif et public structurant ;
- Or, la marchandisation de la monnaie et du financement met en avant la question de la soutenabilité de la dette quand la monnaie est contrôlée et régulée par une banque centrale indépendante du pouvoir politique, gérée par des banques privées sous domination financière.
- Ainsi la financiarisation impacte directement les budgets et les politiques publiques soumis à la pression des taux d'intérêt et de la compétition fiscale et économique ;
- Donc, un audit citoyen est nécessaire pour annuler et restructurer les dettes pour enfin permettre des politiques alternatives vers la transition écologique et la réappropriation collective de notre avenir.